

(1)

(N° 180.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JUIN 1911.

Projet de loi augmentant le personnel des tribunaux de première instance de Charleroi, de Mons, de Bruges, d'Anvers, de Malines, de Termonde et élevant le tribunal de première instance de Charleroi à la 1^{ère} classe.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de vous soumettre un projet de loi augmentant le personnel de différents tribunaux de 1^{re} instance, et de vous exposer successivement, pour chacun de ces tribunaux, les raisons qui justifient les propositions dont vous êtes saisis.

*
* *

Le tribunal de Charleroi se compose de cinq chambres; deux chambres s'occupent de l'examen des affaires civiles; deux chambres jugent les affaires répressives; une chambre est chargée de la solution des litiges commerciaux.

Les chambres civiles siègent trois jours par semaine; les chambres correctionnelles et la chambre commerciale, dépassant le nombre des audiences tenues par la plupart des tribunaux du pays, siègent hebdomadairement quatre fois.

Malgré l'effort accompli par les magistrats du siège et du parquet, la situation du tribunal de Charleroi apparaît absolument critique.

Le nombre des affaires ne cesse de s'accroître; les chambres civiles, commerciale et correctionnelles sont encombrées; l'arriéré a pris des proportions inquiétantes.

Le nombre des affaires civiles nouvelles, introduites pendant l'année judiciaire 1899-1900, s'élevait à 836; celui des affaires civiles terminées était de 818, dont 674 par des jugements; celui des affaires restant à juger, était de 507.

Au cours de la dernière année judiciaire (1909-1910) ces chiffres se sont élevés respectivement à 1,140, 1,063, 863 et 1,818 affaires.

La progression des causes commerciales n'est pas moins significative : 2086 affaires nouvelles ont été introduites en 1899-1900; 1,995 causes ont

été terminées, dont 1,610 par jugements; 500 affaires restaient à juger. En 1909-1910, ces chiffres montent à 3,308, 3,205, 2,597 et 1,008.

Les affaires correctionnelles ont augmenté dans des proportions aussi sensibles. En 1900, le nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet de Charleroi était de 20,504. Il s'est élevé, en 1909, à 20,028. Le nombre des jugements rendus était, en 1899, de 3,534; 2,689 affaires restaient à juger. En 1909, 4,001 jugements ont été rendus, 1,095 affaires étaient en état.

*
* *

La situation du *tribunal de Mons* n'est pas moins difficile.

Le tribunal de Mons, chef-lieu de la province, se divise en deux chambres. La première chambre connaît des matières civiles; la deuxième chambre s'occupe des affaires répressives.

A la fin de la dernière année judiciaire, 654 affaires civiles restaient à juger. Au 1^{er} janvier 1910, l'arriéré correctionnel était de 1,249 affaires.

En vue de réduire l'arriéré, une des chambres du tribunal tient journellement une audience. Pareil effort ne peut se prolonger surtout si l'on tient compte de ce fait que la constitution du siège donne fréquemment lieu à de sérieuses difficultés : un des membres du tribunal est délégué au Conseil de guerre du Hainaut et les assises du Hainaut absorbent périodiquement l'activité de deux magistrats pendant plusieurs jours.

*
* *

L'importance du *tribunal de Bruges* est sensiblement la même que celle du tribunal de Mons.

Le tribunal de Bruges se compose, lui aussi, de deux chambres dont l'une se consacre à l'examen des affaires civiles et dont l'autre connaît des affaires répressives. Un de ses membres est délégué au Conseil de guerre et deux d'entre eux sont trimestriellement détachés à la Cour d'assises.

Ici encore le personnel du tribunal ne peut suffire à la tâche qui lui incombe. Malgré toute l'activité de la chambre correctionnelle qui tient quatre audiences par semaine et malgré de nombreux renvois de délits au tribunal de police, l'arriéré ne diminue pas : 1,531 affaires correctionnelles restaient à juger au premier janvier dernier. A l'expiration de l'année judiciaire 1909-1910, 226 affaires civiles étaient en état.

*
* *

Le renforcement du personnel des tribunaux de Charleroi, de Mons et de Bruges est devenu une nécessité. Il y a une réelle urgence à y pourvoir.

Il est devenu banal de le dire, la justice commerciale exige célérité, la justice civile doit être promptement rendue pour demeurer entière, la répression, pour être efficace, doit être prompte. Ces conditions n'existent plus, à l'heure actuelle, à Charleroi, à Mons et à Bruges.

Il résulte notamment de l'encombrement qui règne, que la répression

n'atteint la plupart des délinquants que de longs mois après la perpétration du délit.

Pour ramener une situation normale, la création d'une nouvelle chambre à chacun de ces tribunaux s'impose.

Cette augmentation du personnel judiciaire, combinée avec l'adoption du projet qui étend la compétence des juges de paix, permettra sans doute d'assurer le cours régulier de la justice.

Le gouvernement croit, d'autre part, devoir proposer l'élévation du tribunal de Charleroi à la première classe et la création d'un nouveau siège de substitut du procureur du Roi aux tribunaux de Malines, de Termonde et d'Anvers.

L'importance du tribunal de Charleroi qui, au point de vue de la population de l'arrondissement, du nombre des chambres, du chiffre des affaires civiles et répressives, occupe une situation égale à celle de la plupart des tribunaux de 1^{re} classe, les conditions matérielles de l'existence, aussi onéreuses à Charleroi qu'à Bruxelles, à Anvers ou à Liège, expliquent l'élévation du tribunal à la 1^{re} classe. Par dérogation à l'article 224 de la loi du 18 juin 1869 et au tableau y annexé, les traitements inférieurs du président du tribunal et du procureur du Roi sont fixés à 8,000 francs, comme ils l'ont été par la loi du 21 juin 1899 en ce qui concerne les tribunaux d'Anvers, de Gand et de Liège.

Seul des tribunaux de 1^{re} instance composés de deux chambres, le tribunal de Malines ne comprend qu'un substitut.

La création d'un nouveau siège régularisera cette situation.

Le développement des affaires répressives, dans les arrondissements de Termonde et d'Anvers dont la population s'est d'ailleurs considérablement accrue, justifie à suffisance l'augmentation du personnel du parquet de ces tribunaux.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

augmentant le personnel des tribunaux de première instance de Charleroi, de Mons, de Bruges, d'Anvers, de Malines, de Termonde et élevant le tribunal de première instance de Charleroi à la 1^{ère} classe.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé une sixième chambre au tribunal de première instance de Charleroi et une troisième chambre aux tribunaux de première instance de Bruges et de Mons.

Le personnel de chacun de ces tribunaux est augmenté d'un vice-président, de deux juges effectifs, de deux juges suppléants et d'un substitut du procureur du Roi.

ART. 2.

Le tribunal de première instance de Charleroi est élevé à la 1^{re} classe.

ONTWERP VAN WET

tot vermeerdering van het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Charleroi, Bergen, Brugge, Antwerpen, Mechelen, Dendermonde, en tot verheffing der rechtbank te Charleroi tot de 1^{ste} klasse.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Eene zesde kamer is bij de rechtbank van eersten aanleg te Charleroi, en eene derde kamer bij de rechtbanken van eersten aanleg te Brugge en Bergen opgericht.

Het personeel van iedere dezer rechtbanken is vermeerderd met een onder voorzitter, twee werkelijke rechters, twee plaatsvervangende rechters en een substituut procureur des Konings.

ART. 2.

De rechtbank van eersten aanleg te Charleroi is verheven tot de 1^{ste} klasse.

Les traitements du procureur du Roi et du président de ce tribunal sont fixés à 8,000 francs.

ART. 5.

Le personnel des tribunaux de première instance d'Anvers, de Malines et de Termonde, est augmenté d'un substitut du procureur du Roi.

Donné à Ostende, le 26 juin 1911.

De jaarwedden van den procureur des Konings en van den voorzitter van die rechtbank zijn op 8,000 frank bepaald.

ART. 5.

Het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Antwerpen, Mechelen en Dendermonde is vermeerderd met een substituut procureur des Konings.

Gegeven te Oostende, den 26^e Juni 1911.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JUNI 1911.

Ontwerp van wet tot vermeerdering van het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Charleroi, Bergen, Brugge, Antwerpen, Mechelen, Dendermonde en tot verheffing der rechtbank te Charleroi tot de 1^{ste} klasse.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft de eer U ter overweging aan te bieden een ontwerp van wet tot vermeerdering van het personeel van verschillende rechtbanken van eerstenaanleg, en U achtereenvolgens, voor iedere van die rechtbanken, de redenen aan te geven die het bij U aanhangig gemaakte voorstel wettigen.

*
* *

De rechtbank te Charleroi bestaat uit vijf kamers. Twee kamers onderzoeken de burgerlijke zaken; twee kamers vonnissen in strafzaken; éne kamer is belast met het beslechten der handelsgeschillen.

De burgerlijke kamers houden zitting drie dagen per week; de boetstrafelijke kamers en de kamer voor handelszaken houden wekelijks vier zittingen, meer dus dan de meeste rechtbanken van het land.

Omdanks die krachtsinspanning van de magistraten van rechtbank en parket, blijkt de toestand in de rechtbank te Charleroi een volstrekt kritische.

Steeds blijft het getal der zaken aangroeien; de burgerlijke kamers, de kamer voor handelszaken en de boetstrafelijke kamers zijn overlast. De achterstand heeft op onrustbarende wijze toegenomen.

Het getal der tijdens het rechterlijk jaar 1899-1900 nieuw ingebrachte burgerlijke zaken bereikte 836; dat der afgeloopen burgerlijke zaken bedroeg 818, waaronder 674 bij vonnis; de nog te berechten zaken waren ten getale van 507.

Tijdens het laatste rechterlijk jaar (1909-1910) stegen die cijfers onderscheidenlijk tot 1,140, 1,063, 863 en 1,818.

De aanhoudende vermeerdering der handelszaken is niet minder

sprekend : 2,086 nieuwe zaken werden ingeleid in 1899-1900; 1,995 zaken werden afgehandeld, waaronder 1,610 bij vonnis; 300 zaken bleven te behandelen. In 1909-1910 waren die cijfers gestegen tot 3,308, 3,205, 2,597 en 1,008.

De boetstraffelijke zaken groeiden in dezelfde verhouding aan. In 1900 waren de bij het parket te Charleroi ingekomen klachten, aangiften en processen-verbaal ten getale van 20,504, tegen 24,028 in 1909. Het getal der uitgesproken vonnissen was, in 1899, 3,534; 2,689 zaken bleven te behandelen. In 1909 werden 4,001 vonnissen uitgesproken; 1,093 zaken waren in staat van wijzen.

*
* *

De toestand in *de rechtbank te Bergen* is niet minder bezwaarlijk.

De rechtbank te Bergen, hoofdplaats der provincie, is in twee kamers gesplitst. De eerste kamer neemt kennis van de burgerlijke zaken; de tweede kamer behandelt de strafzaken.

Bij afloop van het laatste rechterlijke jaar bleven er 654 burgerlijke zaken te wijzen. Op 1 Januari 1910 bedroeg de achterstand aan boetstraffelijke zaken 1,249.

Ter bestrijding van dezen achterstand houdt eene van de kamers der rechtbank dagelijks eene zitting. Dergelijke krachtinspanning kan niet voortduren, vooral zoo men er rekening mede houdt dat de samenstelling der rechtbank vaak talrijke bezwaren medebrengt : een der leden van de rechtbank is bij den kriegsraad van Henegouw afgevaardigd en de assisen van Henegouw nemen, op geregelde tijden, de werkzaamheid van twee magistraten gedurende meerdere dagen in beslag.

*
* *

De *rechtbank te Brugge* heeft nagenoeg dezelfde belangrijkheid als de rechtbank te Bergen.

De rechtbank te Brugge bestaat insgelijks uit twee kamers, waarvan de eene zich bezig houdt met het onderzoeken der burgerlijke zaken, en de andere kennis neemt van de strafzaken. Een harer leden is afgevaardigd bij den kriegsraad en twee onder hen zijn om de drie maanden in het assisenhof werkzaam.

Ook in deze rechtbank kan het personeel niet volstaan om de op hem rustende taak te vervullen. Ondanks al de bedrijvigheid van de boetstraffelijke kamer, welke vier zittingen per week houdt, en ondanks talrijke verwijzingen van wanbedrijven naar de politierechtbank, blijft de achterstand onverminderd : 1,531 boetstraffelijke zaken bleven te behandelen op 1 Januari laatstleden. Bij afloop van het rechterlijk jaar 1909-1910 waren 226 burgerlijke zaken in staat van wijzen.

*
* *

De versterking van het personeel der rechtbanken te Charleroi, Bergen en Brugge is noodzakelijk geworden. Het is bepaald dringend er in te voorzien.

Het behoort thans tot de alledaagschheden te zeggen dat in het beslechten van handelszaken spoed eene vereischt is; dat in de burgerlijke rechtzaken de beslissing, wil zij onverminderd blijven, onverwijld moet vallen; dat om doel te treffen, de betengeling snel moet geschieden. Dit geldt thans niet meer voor Charleroi, Bergen en Brugge.

Namelijk is de tegenwoordige overlading oorzaak, dat de meeste delinquenten eerst door de straf getroffen worden vele maanden na het begane feit.

Om tot den normalen toestand terug te komen, is de oprichting eener nieuwe kamer in iedere van die rechtbanken werkelijk noodig. De vermeerdering van het rechterlijk personeel, in verband met de aanneming van het ontwerp tot uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters, zal ongetwijfeld voor gevolg hebben eene regelmatige rechtsbedeeling te verzekeren.

Anderzijds meent de Regeering te moeten voorstellen de rechtbank te Charleroi tot de eerste klasse te verheffen, en eene nieuwe plaats van substituut procureur des Konings te maken bij de rechtbanken te Mechelen, Dendermonde en Antwerpen.

De belangrijkheid der rechtbank te Charleroi die, met het oog op de bevolking van het arrondissement, het getal der kamers, het cijfer der burgerlijke zaken en der strafzaken, in denzelfden toestand verkeert als de meeste rechtbanken der eerste klasse, de levensvoorwaarden die te Charleroi even bezwarend zijn als te Brussel, te Antwerpen of te Luik, gelden als reden voor de verheffing der rechtbank tot de eerste klasse. Met afwijking van artikel 224 der wet van 18 Juni 1869 en de daarbij gevoegde tabel, worden de minste jaarwedden van den voorzitter der rechtbank en van den procureur des Konings bepaald op 8,000 frank, zooals gedaan werd bij de wet van 21 Juni 1899 wat betreft de rechtbanken te Antwerpen, Gent en Luik.

De rechtbank te Mechelen, de eenige onder de rechtbanken van eersten aanleg met twee kamers, heeft slechts één substituut. Het maken van eene nieuwe plaats zal in dezen toestand voorzien.

De uitbreiding der strafzaken in de arrondissementen Dendermonde en Antwerpen, welker bevolking overigens aanzienlijk heeft toegenomen, wettigt voldoende de vermeerdering van het personeel van het parket dier rechtbanken.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

augmentant le personnel des tribunaux de première instance de Charleroi, de Mons, de Bruges, d'Anvers, de Malines, de Termonde et élevant le tribunal de première instance de Charleroi à la 1^{ère} classe.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé une sixième chambre au tribunal de première instance de Charleroi et une troisième chambre aux tribunaux de première instance de Bruges et de Mons.

Le personnel de chacun de ces tribunaux est augmenté d'un vice-président, de deux juges effectifs, de deux juges suppléants et d'un substitut du procureur du Roi.

ART. 2.

Le tribunal de première instance de Charleroi est élevé à la 1^{re} classe.

ONTWERP VAN WET

tot vermeerdering van het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Charleroi, Bergen, Brugge, Antwerpen, Mechelen, Dendermonde, en tot verheffing der rechtbank te Charleroi tot de 1^{ste} klasse.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Eene zesde kamer is bij de rechtbank van eersten aanleg te Charleroi, en eene derde kamer bij de rechtbanken van eersten aanleg te Brugge en Bergen opgericht.

Het personeel van iedere dezer rechtbanken is vermeerderd met een onder voorzitter, twee werkelijke rechters, twee plaatsvervangende rechters en een substituit procureur des Konings.

ART. 2.

De rechtbank van eersten aanleg te Charleroi is verheven tot de 1^{ste} klasse.

Les traitements du procureur du Roi et du président de ce tribunal sont fixés à 8,000 francs.

ART. 3.

Le personnel des tribunaux de première instance d'Anvers, de Malines et de Termonde, est augmenté d'un substitut du procureur du Roi.

Donné à Ostende, le 26 juin 1911.

De jaarwedden van den procureur des Konings en van den voorzitter van die rechtbank zijn op 8,000 frank bepaald.

ART. 3.

Het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Antwerpen, Mechelen en Dendermonde is vermeerderd met een substituut procureur des Konings.

Gegeven te Oostende, den 26^e Juni 1911.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.
